

L'agonie du Lambertisme?

INTRODUCTION

POUR LA CINQUIÈME FOIS en sept ans, le Parti Communiste Internationaliste (PCI) de Pierre Lambert a connu une scission. Suivant de près l'exclusion de Juste (1985), de Cambadélis (1987), de Broué (1988) et de Langevin (1991), Lambert vient d'exclure environ 150 militants, dont quatre membres du Comité Central, incluant Pedro Carrasquedo, aussitôt arrêté, puis relâché, dans le cadre des rafles antibasques du mois de mai.

Cette crise – la perte de 150 militants est une, même de une organisation de plusieurs milliers de membres – intervient au mémento où le PCI était en train de s'auto-dissoudre. Depuis la déclaration du “Parti des Travailleurs” en novembre dernier, l'avenir du PCI était sombre. Comment construire deux partis en même temps? La solution de Lambert était de dissoudre le PCI et de le déclarer “courant communiste internationaliste” au sein du PT. Faillite politique, faillite organisationnelle, réponse bureaucratique de l'appareil. Il en va ainsi le monde de Lambert.

Aucune scissions antérieures du PCI n'a conduit a une réflexion profonde et sérieuse des scissionnistes sur ce qu'ils avaient vécu au sein de la secte opportuniste du PCI.

- Just s'est enterré dans une “fraction externe”, quasi-invisible, cherchant à ressusciter le PCI du “bon vieux temps” du lambertisme ou Just était a la direction.
- Cambadélis a vite laissé tomber toute prétention au “trotskysme”, sentant venir son heure à l'Assemblée

nationale et une position de député PS.

- Broué, ne faisant pas le poids sur le plant politique, n'a jamais eu l'envergure d'un dirigeant politique. Il a créé sa propre organisation, noué des rapports avec Filoche et autres dirigeants droitiers de la LCR, et s'est consacré à l'URSS où il mène un travail quasiment vide de tout contenu programmatique.
- Langevin, comme tous les autres, a pris la politique lambertiste au pied de la lettre. Malgré ses affirmations de loyauté envers “le trotskysme”, il a, aussitôt libéré du carcan lambertiste, suivi le chemin de “la démocratie” (le nom de son journal, d'ailleurs) s'orientant vers les secteurs réformistes “critiques” au sein du PCI et, finalement, refusant toute appellation du “trotskysme”.

Les nouveaux exclus ne semblent pas s'être battus au sein du PCI sur des positions politiques très claires. Etant donné le poids bureaucratique de l'appareil lambertiste, ceci était de toute façon une gageure. Mais, jusqu'au moment d'exclusion, lors du congrès de dissolution du PCI, au début du mois de mai, aucune différence politique profonde n'a été apparente.

Carrasquedo était accusé d'avoir, en Décembre 1991, trafiqué la composition du bureau du CNTDI, l'une des organisations fantoches du PCI pour le travail parmi les immigrés. Il avait également élevé des critiques sur la question du droit d'asile, en s'opposant à la limitation par le PCI de ce droit aux seuls demandeurs d'asile politique. Pour la peine, il n'a pas seulement été exclu, mais a aussi été poursuivi en justice par un dirigeant du PCI!

Face à cette situation inouïe, Seldjouk et d'autres ont déclaré que Carrasquedo s'était mis hors des rangs de l'organisation et demandé que «quiconque refuserait de tirer cette conclusion soit exclu des rangs de sections française du IV^o International » (sic) (Bulletin intérieur, 1.4.92) Qu'une organisation se réclamant du trotskysme puisse mettre en œuvre une telle méthode stalinienne nous montre à quel point les paroles et les titres n'ont souvent rien à voir avec le contenu politique.

« Antonio », lui, s'est vu reproché d'avoir édité « L'Étincelle de 94 », journal de l'organisation de la jeunesse lambertiste malgré une décision majoritaire du CC pour que cette publication soit remplacée par une autre. Encore, y avait-il un soupçon de politique derrière les accusations organisationnelles, mais il est impossible de savoir si la divergence politique était à l'origine de la campagne de la direction, où si elle avait été rajoutée pour mieux faire passer la pilule auprès des militants.

Dans ce cas, l'Étincelle a eu l'audace d'appeler à la création de « comités d'action » dans les facultés et dans les lycées, tandis que la position lambertiste était que tout ce qui ressemble aux « coordinations » était, par définition, nuisible aux combats étudiants. Il faudrait, selon Lambert, y opposer « l'unité » et des comités de grévés fictifs.

Aujourd'hui, il semble que les exclus soient à la recherche d'une explication pour les années passées au sein du PCI, et aussi d'un nouveau départ politique.

Leur tâche principale est de comprendre comment le PCI est arrivé là où il est aujourd'hui, de savoir éviter la répétition d'une telle expérience, et d'en tirer les principales leçons programmatiques.

Pour ce faire, il faut remonter loin. Il faut d'abord sortir des horizons de l'hexagone. Dans le numéro « l'Étincelle » pour lequel ils ont été exclus, les camarades appuyaient la politique dangereuse du PT algérien à l'égard du FIS! Il faut comprendre que c'est une même méthode centrée à l'échelle internationale.

Il faut également remonter dans le temps. Il n'est pas utile de faire le genre de déclaration parue dans le N^o4 du « Courrier » du groupe : « Lambert renie Lambert et la continuité révolutionnaire qu'il incarnait » Lambert n'a pas renié sa « continuité révolutionnaire » parce qu'elle n'a jamais existé. Lambert poursuivit la même méthode opportuniste pendant toute sa carrière de militant, du temps de son adhésion à l'organisation de Mollinier à la fin des années 30, jusqu'à la dissolution du PCI en 1992. Imaginer qu'il y a eu un « âge d'or » du lambertisme, c'est perdre la bataille de reconstruction politique d'avance.

Ce n'est pas nous qui le disons. Dans les documents du dernier congrès du PCI, Lambert lui-même a insisté sur la continuité de sa méthode. Il a fait reproduire un amendement, repoussé par le congrès du PCI en 1948, qu'il semble avoir lui-même proposé : « Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le programme de la IV^o Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel représenté aujourd'hui le PCI. » (BI n^o1, 15.1.92)).

Comme le dit Lambert lui-même, il n'y a aucune différence entre cette ligne-là et celle avancée par le PCI – pardon, le CCI – aujourd'hui. Nous irons plus loin : c'est le

même politique centrisme prônée par les morenistes, avec leurs partis « trotskysants » et par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, qui avance la création d'une « Internationale de masse » et qui cherche partout à dissoudre ses sections au sein des organisations staliniennes, nationalistes ou social-démocrate.

Chaque fragment de la Quatrième Internationale dégénérée a la même méthode : on crée une organisation « large » pour mieux cacher la politique révolutionnaire. Tout en faisant des professions de foi bien « orthodoxe » bien entendu.

Lambert n'a pas inventé cette politique, pas plus que Moreno et Mandel. L'expert en la matière était un certain Raymond Mollinier, jeune dirigeant du mouvement trotskyste français des années 30 qui, avec Pierre Frank, avait rompu avec la section officielle pour lancer « La Commune » un « journal de masse » dont le programme (qui comprenait les milices armées et la prise du pouvoir par les conseils ouvriers!) était à des années-lumière à gauche de celui du PT.

L'idée consistant à organiser des militants qui n'étaient pas encore prêts pour le programme trotskyste, mais qui étaient néanmoins « révolutionnaires ». La discussion autour de ce projet, très pertinent en ce qui concerne le lambertisme, est peu étudiée par les militants français qui se réclamant du trotskysme (pour des raisons évidentes : tout le monde se sentirait visé!).

Le lancement de ce journal « de masse » avait provoqué la réponse suivante de Trotsky à Mollinier-Frank, qui illustre bien notre critique de la méthode du PCI: « Quant aux bolcheviks-léninistes, il leur faut savoir tirer de cette pénible expérience des leçons salutaires pour l'avant-garde ouvrière. Programme d'abord ! Journal de masse ?

L'action ouvrière ? Regroupement ? Des communes partout ? Très bien, très bien... mais le programme d'abord ! Vos passeports politiques messieurs ! Et, s'il vous plaît, pas des faux, les vrais ! Vous n'en avez pas ? Alors fichez-nous la paix (L. Trotsky, Ouvres, t 7, p.229).

Comme toujours dans le politique, la question-clé est celle du programme. Lambert, comme Moreno, comme Mandel, comme Healy, comme Pablo, a perdu le sens du programme révolutionnaire depuis au moins quarante ans. L'histoire qu'il perpétue aujourd'hui est celle du centrisme, d'une méthode incapable de construire un parti révolutionnaire, doté d'un programme révolutionnaire.

C'est ce que nous montrons dans les pages qui suivent. Ces articles, repris de notre journal, montrent clairement les erreurs du lambertisme, et leurs conséquences pour toute intervention dans la lutte de classes. Mais ils montrent également que l'agonie actuelle du lambertisme vient de loin.

Comme disait Lambert lors du procès kafkaïen qui a conduit à l'exclusion du Carrasquedo, Antonio et les autres : « le problème essentiel est de repartir des faits ...Les faits sont implacables. Ils sont là, inscrits, publiés » Notre critique à nous se base aussi sur les positions écrites, publiées de l'organisation de Lambert. Et elle est implacable.

Ce n'est pas seulement le PCI avec lequel il faut rompre, c'est avec toute la tradition du « trotskysme » centrisme d'après-guerre. Il faut renouer avec la méthode et le programme de Trotsky et de Lénine. Il faut chercher à comprendre déroute centrisme et les réponses programmatiques nécessaires. Nous invitons nos lecteurs intéressés par nos critiques, par nos publications, par le

« Manifeste Trotskyste » de notre organisation internationale, de prendre contact avec nous, de discuter avec nous, de nous rejoindre.

L'exclusion récente de 150 militants, dont quatre membres du comité central, n'en est le dernier exemple. Tout militant qui cherche à comprendre la nature actuelle du PCI, de toutes ses erreurs, se doit de réfléchir

Le manifesté Trotskyste

Un nouveau programme de transition pour la révolution socialiste mondiale.

15f. Envoyez votre chèque à: Stenberg H, BP 166, 75564 Paris Cédex 12

Pouvoir Ouvrier est la section française de la Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire (LICR) qui comprend le Gruppe Arbeitermacht (Allemagne), Arbeiter Standpunkt (Autriche), Poder Obrero (Bolivie), Pouvoir Ouvrier (France), Irish Workers Group (Irlande), Workers Power (Grand Bretagne) et Poder Obrero (Pérou).

Les derniers numéros de Pouvoir Ouvrier

PO21 – Maastricht; la montée du FIS; Trotsky sur les femmes...

PO20 – Contre le FN; l'URSS, l'SUQI, l'Algérie...

PO19 – L'URSS; le nouvel ordre mondial; les kurdes...

PO18 – Le Golfe; la restauration du capitalisme, Afrique...

PO17 – RDA; « l'Affaire des Foulards »; polémique, le PCI

PO16 – Pologne, la CGT ; Chine ; polémique : le SUQI, les PTT

Lisez aussi notre brochure :

« Thèses en défense du trotskysme »

10f la publication

Envoyez votre chèque à : Stenberg H, BP 166, 75564 Paris Cédex 12

L'AGONIE DU LAMBERTISME ?

LES ANNÉES 80 n'ont pas été roses pour le Parti Communiste Internationaliste (PCI) de Pierre Lambert, principale organisation se réclamant du trotskysme en France.

Depuis dix ans, le PCI n'a connu qu'échecs ou scissions à l'échelle nationale et internationale, au point que l'organisation qui entendait construire « le parti des 10000 » atteint à peine aujourd'hui le quart de ce nombre, et c'est récemment décide de se dissoudre en « courant communiste internationaliste » au sein du « Parti des Travailleurs » qu'il a lui-même fondé.

Les militants tendent, de plus en plus, à la démoralisation. La crise organisationnelle du lambertisme n'est que le reflet d'une désorientation politique croissante.

À la fin des années 40, la QI toute entière – y compris Lambert, Bleibtreu, Healy et Cannon – croyait que les partis stalinien pouvaient « projeter une orientation révolutionnaire » dans les circonstances exceptionnelles (par exemple la Yougoslavie, la Chine). La direction Pablo-Mandel en a tiré la conclusion qu'il fallait liquider des partis trotskystes en faisant un entrisme « sui generis » (d'un type spécial) dans les partis stalinien.

Dès 1951-1952, le PCI s'y est opposé mais il partageait cette même méthode centriste, c'est-à-dire (i) qu'il considérait les stalinien yougoslaves comme centristes, (ii) qu'il cherchait des forces autres que la classe ouvrière armée d'un programme révolutionnaire pour faire la révolution.

¹ Quelques enseignements de notre histoire, SELIO, p 88.

A la différence de la direction de la QI, les dirigeants du PCI de l'époque (Bleibtreu, Lequenne, Fontanel, Lambert et compagnie) ont été entraînés par la forces des choses (guerre froide, répression stalinienne...) ainsi que par le méthode empiriste, vers les secteurs « anti-staliniens » de la bureaucratie syndicale (de FO, de la FEN) et vers les secteurs « progressistes » du prolétariat et de la petite-bourgeoise qui s'organisaient autour du combat pour la laïcité, etc.

Ils cherchaient à noyer les différences qui existent entre les révolutionnaires et les autres pour créer une organisation centriste ou réformiste, soit à travers l'« évolutions » d'un parti existant, soit à travers la formation d'un nouveau parti plus « large ».

C'est justement cette méthode qui a conduit le PCI des années 50 à soutenir, sans critique, le MNA (Mouvement National Algérien) de Messali Hadj :

« Le MNA, qui n'était pas considéré par les trotskystes comme un parti de type bolchevique, mais comme un parti dont le programme reprenait en partie les éléments du programme révolutionnaire, devait, selon les vues des trotskystes à l'époque à travers une série de mutations et de crise internes, et sous la poussée de l'intervention marxiste, se transformer d'un tel type. L'erreur de méthode était complète. (...) C'est ainsi que dans sa lutte sur le terrain de la révolution algérienne, le mouvement trotskyste français s'est placé, quant à la méthode, dans une optique identique à celle Pablo ». ²

Malgré cette auto-critique, le PCI n'a pas tiré la leçon qu'il ne s'agissait d'une méthode centriste partagée avec les « pablistes », car c'est justement cette méthode-là que le PCI emploie aujourd'hui par rapport au PT. Entre

la politique du PCI des années 50 par rapport au MNA et celle d'aujourd'hui par rapport à la construction du PT, ou est la différence ? Nous n'en voyons pas.

Et la politique syndicale...

Depuis longtemps le PCI est imprégné d'un esprit anarcho-syndicaliste et économiste par rapport aux syndicats un esprit qui minimise l'importance de la politique dans les syndicats et qui a tendance à suggérer que la lutte de classe les conduira à adopter une position correcte de manière spontanée.

Ainsi, pour le PCI, le syndicat n'est qu'un front unique, et ne peut en aucun cas adopter une politique ouvertement communiste. Les syndiqués révolutionnaires ont comme seul devoir d'être de « bons syndiqués » ; il n'est pas question de lutter pour le contrôle politique des syndicats ou de créer des liens entre le parti révolutionnaire et les syndicats. Le PCI dit tout cela très clairement : « Un syndicat associé à un groupement politique ou de l'Etat, ou dépendant d'un groupement politique ou l'Etat, n'est plus un syndicat » ³.

Les conséquences de cette position sont claires : les révolutionnaires ne peuvent pas lutter pour la direction politiques des syndicats, ni pour la affiliation au parti révolutionnaire de masse.

Selon cette logique, la CGT (associé au PCF) n'est pas un syndicat, ni aucun des syndicats britanniques affiliés au Parti Travailleuse ! On pourrait demander alors ce qu'est Force Ouvrière, qui, dans sa fondation, a reçu à de l'argent nord-américain ?

² Ibidem., p 105-6

³ La Verité, Mai, 1985, p.139.

Pour le PCI, fidèle comme FO à la Charte d'Amiens de 1906, d'inspiration anarcho-syndicaliste, « l'indépendance syndicale » se

traduit par « pas de politique dans le syndicat ». Dans les faits cela ne peut vouloir dire qu'une chose : il ne faut pas en parler, il faut simplement... le faire ; car les militants du PCI sont bel et bien organisés à l'intérieur de FO, sans qu'il y ait déclaration ouverte de tendance.

Comme pour les anarcho-syndicalistes, cette position conduit directement à cacher sa propre politique, à la servilité devant la bureaucratie syndicale et à une attitude de manipulation en coulisse.

L'un des principaux problèmes pour la classe ouvrière est l'existence d'une bureaucratie syndicale. Comment donc combattre son influence ? Mais pour le PCI, la bureaucratie syndicale n'existe pas ; allez chercher les discussions – même des références – sur cette question importante de la vie ouvrière.

Vous ne trouverez rien, ni dans les pages d'IO, ni dans les digressions « théoriques » sur la situation en France dans « La Vérité ». Cela ne devrait pas étonner : le PCI n'a pas de programme pour briser la main-mise de la bureaucratie syndicale. Sa seule orientation, c'est de faire des compromis avec les autres bureaucrates de FO. L'une des preuves que nous pouvons citer : l'absence de toute critique de la direction de FO.

Ne présumons que deux exemples : la réponse de Bergeron, digne d'un jaune, à l'appel des étudiants à manifester le 4 de décembre 1986, et la participation de FO, aux « Etats-Généraux » du gouvernement Chirac sur le Sécu. Le PCI n'en pas soufflé mot. Pourquoi ?

Le rôle de la politique dans les syndicats

SELON LE PCI, la politique n'a pas sa place dans le syndicat. Cette position remonte aux origines mêmes de la CGT, avec l'adoption de la Charte d'Amiens en octobre 1906.

Cette Charte est l'expression des positions des syndicalistes de l'époque, dont les meilleurs éléments voulaient réellement détruire le capitalisme, mais qui pensaient (par erreur) qu'un syndicat bien fort serait suffisant pour ce faire.

D'autres, précisément les ancêtres de Monsieur Marc Blondel et Cie, n'avaient rien à voir avec la lutte de classe et ne voulaient surtout pas être embêtés par les militants politiques dans l'exercice de leur travail bureaucratique.

Ainsi la Charte dit: « en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndique, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans les syndicats les opinions qu'il professe au-dehors ».

Comme si la politique n'avait rien à voir avec la lutte de classe ! Comme si l'orientation d'un syndicat n'avait rien de politique ! Et c'est cette ligne que les camarades du PCI défendent toujours aujourd'hui !

Il n'y a rien de révolutionnaire dans une telle position. Elle suppose le renoncement à la lutte pour les idées révolutionnaires. Les marxistes ne pourront jamais partager une telle position. Malgré sa reconnaissance que le syndicat doit être un front unique, la Charte contredit explicitement l'idée essentielle de tout front unique – « marchons séparément, frappons ensemble » - c'est-à-dire la nécessaire garantie de la libre expression des travailleurs à l'intérieur du front unique-syndicat, tout en acceptant la nécessité d'agir ensemble.

Mais ce qui est plus grave, c'est de croire comme bon nombre de militants politiques aujourd'hui, que le réflexe syndical – donc « trade-unioniste » - serait soit apolitique, soit, dans une certaine mesure, une politique nécessaire pour le prolétariat.

Sur le fond, il n'y a aucune différence entre cette méthode et celle des réformistes qui travaillent dans les partis politiques ; les uns cherchent à gagner des réformes par la pression syndicale, les autres à travers la pression électorale. Mais la perspective est chaque fois la même : l'amélioration de la condition de la classe ouvrière sous le capitalisme, et non pas la destruction de ce dernier.

Nous sommes loin d'être indifférents à de telles réformes mais cette stratégie ne peut pas mener la classe ouvrière à la victoire. Il ne s'agit nullement d'un délire gauchiste.

Lénine disait en 1902 : « *par lui-même le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer – et n'engendre infailliblement – que le trade-unionisme ; or la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière* »

Parce que nous partageons ces analyses, il ne peut être question de soutenir les parties restrictives de la Charte d'Amiens. La politique réformiste domine actuellement à l'intérieur des syndicats. Et nous sommes contre car ce n'est pas une politique qui permettra aux travailleurs de se libérer du capitalisme.

Nous luttons à l'intérieur des syndicats pour le gagner à notre politique. C'est cette démarche qui a été suivie au début des années 20 par l'Internationale Communiste, qui a pu gagner une partie importante de la CGT à la politique communiste révolutionnaire et a même construit une internationale syndicale communiste, l'internationale syndicale rouge.

Pour les révolutionnaires, l'indépendance dont les syndicats ont besoin, ce n'est pas « l'indépendance » illusoire et impossible face aux forces politiques en général, mais l'indépendance réelle de toute influence et force politique bourgeoise !

Sur le Vème République

Le PCI explique que « la clarté sur la caractérisation de la Vème République ne relève pas d'un souci artificiel ou pédant de classification, mais est un élément indispensable à la définition d'une stratégie révolutionnaire »⁴ Soit. Le PCI nous fournit aussi une très bonne définition du bonapartisme, tirée de Trotsky :

« Par bonapartisme, nous entendons un régime dans lequel la classe économiquement

dominante, incapable d'utiliser les méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte – pour conserver ses possessions - de tolérer au-dessus d'elle une direction incontrôlée d'un appareil militaro-policié au sommet duquel règne un sauveur. Ce type de situation apparaît dans les périodes où les contradictions de classe sont particulièrement aiguës : l'objectif du bonapartisme est d'éviter leur explosion »⁵.

⁴ La Verité, novembre 1984, p. 18

⁵ L. Trotsky, Oeuvres, t. 5, p. 357

La direction du PCI a reproduit cette citation du Trotsky, mais on peut se demander si elle l'a vraiment lue puisqu'elle dit que « la définition du Trotsky s'applique parfaitement à la Vème République gaulliste et à la manière dont elle est instaurée en 1958 »⁶. Examinons un peu cette affirmation et tâchons de dégager les deux principales raisons qui ont conduit la bourgeoisie à introduire ce changement à la forme de leur dictature.

D'abord, dans un après-guerre marqué par l'hégémonie de l'impérialisme nord-américain, les vieilles puissances coloniales ont été obligées de transformer leurs empires en « sphères d'influence » semi-coloniales. C'était pour elles le seul moyen de faire face aux mouvements indépendantistes et de faire concurrence aux Etats-Unis. Des pays impérialistes comme la France ou le Grand-Bretagne ont surtout eu des problèmes de décolonisation là où se trouvait une forte population de colons (par exemple, en Algérie, en Rhodésie).

En France, la bourgeoisie s'est sérieusement divisée sur la stratégie qu'il fallait adopter. En gros, une partie importante haut commandement de l'Armée avait pris position contre l'indépendance, proposée par des secteurs de la bourgeoisie. IVème République, avec ses élections à la proportionnelle, sa constitution garantissant de grands pouvoirs au parlement, n'arrivait pas à imposer son programme contre la volonté des généraux.

Il fallait à la bourgeoisie un bonaparte militaire. Devant la possibilité d'un coup d'Etat militaire visant à contrer ces projets pour l'Algérie, la bourgeoisie et les réformistes ont aidé de Gaulle à prendre le pouvoir.

Deuxième facteur important à l'origine de la Vème République : le besoin de la bourgeoisie de rendre son capitalisme plus compétitif, avec une classe ouvrière plus docile. Le grand nombre d'élus communistes menaçait (au moins c'est ce que pensait la bourgeoisie) les plans capitalistes contre les travailleurs, les paysans et la petite bourgeoisie.

Ces plans furent proclamés au nom de la nécessité pour l'impérialisme français de concurrencer les impérialismes britanniques, nord-américain, allemand, etc.

Mais de telles attaques anti-ouvrières risquaient de provoquer une riposte. En réduisant le nombre des représentants des travailleurs et des paysans à l'Assemblée (en l'occurrence, principalement des élus PC) et en accordant plus de pouvoirs au Président, la bourgeoisie espérait pouvoir faire face à ces deux problèmes fondamentaux pour l'impérialisme français de l'époque.

Le résultat est connu. Le nombre des députés PC est tombé de 150 en 1956 à seulement 10 en 1958 ! Dans la première grande bataille de la lutte des classes sous la Vème République, les cheminots ont perdu leur grève de manière décisive en juin 1959. Quant à la « décolonisation » algérienne, on la connaît. De Gaulle et les capitalistes ont réussi à tenir leur pari, mais non sans heurts comme le démontrent la formation de l'OAS et plus tard, pour faire face à mai 68, du SAC.

Mais ces faits permettent-ils de conclure que la Vème République est bonapartiste au sens donné par Trotsky ? Nous ne le croyons pas. De Gaulle n'a jamais été un véritable bonaparte (comme Hitler, Staline ou ... Napoléon Bonaparte lui-même), et la Vème République n'est pas encore une République bonapartiste. En 1958, la bourgeoisie était loin de céder tous ses pouvoirs à de Gaulle.

⁶ La Verité novembre 1984, p. 15

En fait, elle organisait et elle organise encore l'élection du Président d'abord maniéré indirecte (1958-62), ensuite à travers le mensonge du « suffrage universel » (1962).

De plus, l'Assemblée, avec ses représentants de bourgeoisie, joue quand même un rôle assez important dans la vie politique de l'impérialisme français. La bourgeoisie n'a jamais été écartée : le Président détient le pouvoir avec l'Assemblée. Il ne se sert de ses pouvoirs présidentiels et bonapartistes que rarement (par exemple, 1962, 1968).

Le meilleur exemple de la véritable situation sous la Vème République et celui de la cohabitation. Franchement, il fallait être aveugle pour croire qu'en 1987 la bourgeoisie avait « tolérée au-dessus d'elle la direction incontrôlée d'un appareil militaro-policié » !

La Vème République est un régime démocratique bourgeois, avec des fortes tendances bonapartistes. Ces tendances ont joué un rôle clairement réactionnaire dans le passé (1958, 1962, 1968) et elles le feront encore dans l'avenir. La Vème République est anti-ouvrière, tout comme celle qui la précédait, même si sous la IVème République les tendances bonapartistes étaient moins prononcées.

De plus, il faut se demander si la nature de la Vème est vraiment différente celle des Etats-Unis (Reagan lance des attaques militaires contre le Nicaragua, la Lybie, sans l'accord des élus), ou de celle de Grande-Bretagne (le commandement de l'armée relève du « souverain » et non pas du parlement ; il n'y a pas de Constitution écrite et c'est la reine qui convoque et dissout le parlement, etc.).

Pourtant, ces régimes-là ne sont pas bonapartistes, ni pour nous ni pour le PCI. Mais, pour des raisons qu'il n'explique jamais, le PCI insiste sur l'idée que la Vème

République est « différence » et totalement bonapartiste.

L'après 81

Pour le PCI (comme pour bien d'autres organisations d'extrême-gauche), la victoire électorale de Mitterrand et du PS de 1981 représentait la victoire d'un « Front populaire ».

« C'est un gouvernement bourgeois, mais que la bourgeoisie ne peut reconnaître comme le sien, même si elle le tolère, car il a été institué comme conséquence d'une défaite politique subie par celle-ci. Ce n'est pas n'importe quel gouvernement bourgeois, ni même n'importe quel gouvernement de collaboration de classes, car il ne résulte pas d'une alternance, qui peut être contenue dans le cadre d'une vie politique normale. Le recours à un gouvernement de type front populaire, la remise l'essentiel des postes gouvernementaux à des ministres venant des partis se réclamant de la classe ouvrière est un ultime recours devant une montée de caractère révolutionnaire des masses - qui a d'abord trouvé dans le cas de la France en 1981, une expression électorale ».⁷

Ici tout est à l'envers. Les dirigeants du PCI ne comprennent pas que l'élection de Mitterrand ne sortait pas du cadre de la vie politique « normale », c'est-à-dire de la gestion loyale du capitalisme, même si c'est la première fois qu'un tel événement s'est produit sous la Vème République. L'élection de Mitterrand constituait en fait le début d'une « alternance » et son gouvernement était effectivement « n'importe quel gouvernement de collaboration de classe ». Toute l'expérience depuis 1981 le prouve.

⁷ Ibidem., p. 11

Lambertisme et le front unique

L'ORIENTATION OPPORTUNISTE des lambertistes est liée à leur compréhension originale du front unique comme « *stratégie* »¹. Pour Lénine et Trotsky, le front unique était à méthode tactique, une méthode très importante, bien sûr, mais qui ne peut pas, en soi, résoudre la question du pouvoir.

La stratégie révolutionnaire de Lénine et Trotsky « *couvre tout un system combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir* » Au contraire, « *la tactique se limite à un système de mesures se rapportant à un problème particulier d'actualité ou à un domaine séparé de la lutte des classes* »².

Bien sûr, cette tactique de front unique découle de la réalité de la lutte des classes et correspond à celle-ci ; elle reflète l'aspiration vers l'unité des travailleurs en lutte, que ce soit pour gagner une grève ou pour prendre le pouvoir. De ce point de vue, la nécessité de l'unité est effectivement une constante de la lutte de classes.

Mais pour l'intervention du parti révolutionnaire, elle reste une tactique qui vise l'unité d'action pour des objectifs précis. Les révolutionnaires se refusent à élever cette tactique au rang d'un principe sacré, d'une stratégie, d'un but en soi. C'est pourquoi Trotsky explique que, bien que « les masses ont souvent une aspiration instinctive à l'unité... avant-garde du prolétariat aspire consciemment à l'unité sur une base révolutionnaire »³

Lors du XIVème Congrès du PCI en 1965, les lambertistes ont codifié cette position en exprimant la volonté de construire une « Ligue ouvrière révolutionnaire » (LOR). Cette organisation permettrait de rassembler révolutionnaires, centristes et réformistes pour construire... une organisation centriste ou réformiste !

C'est d'ailleurs dans cette même optique que le journal lambertiste, Informations Ouvrières, a été conçu : non pas comme l'organe d'une organisation de révolutionnaires, mais afin « *de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du programme de transition, de la IVème Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier* »⁴

C'est cette politique qui a mené tout droit à la création du MPPT puis à la déclaration du PT. On est loin de « l'unité sur une base révolutionnaire » de Trotsky. La méthode de Lambert est celle du centrisme, qui cherche à créer un front unique stratégique avec des sections réformistes de la classe ouvrière, afin de mieux noyer... le programme révolutionnaire.

1 – Voir, par exemple, la brochure « Le front unique ouvrier et la construction du parti révolutionnaire », supplément à Informations Ouvriers 691

2 – L. Trotsky, « L'Internationale communiste après Lénine », PUF, p. 171-2

3 – L. Trotsky, Œuvres, t. 7, p. 94

4 – Quelques enseignements de notre histoire SELIO p. 113.

Sinon nous sommes parfaitement d'accord pour dire que la bourgeoisie n'accepte un gouvernement de type front populaire que comme « ultime recours devant une montée de caractère révolutionnaire des masses ».

Et c'est justement parce qu'il n'y avait pas de telle montée avant 1981 que nous disons que

le gouvernement Mitterrand n'était pas un front populaire.

Mais pour Lambert, qui voit le monde à l'envers, la victoire d'un « front populaire » (celle du PS) indique qu'il faut chercher une montée révolutionnaire. Et bien sûr, le PCI la trouve... dans l'élection de Mitterrand !

C'est vraiment bizarre, puisque normalement on trouve une montée révolutionnaire (comme en juin 36) sous la forme d'une énorme vague de grèves, de la construction de comités d'action ou de leurs formes embryonnaires, de l'impulsion des masses vers la gauche révolutionnaire, etc.

Mais pour le PCI, l'élection d'un candidat ouvertement réformiste était une « montée révolutionnaire » « qui a d'abord trouvé (...) une expression électorale »

Le « d'abord » est important parce qu'il laisse entendre aux militants du PCI la probabilité (voire la certitude) que la « montée révolutionnaire » électorale trouvera, bientôt, une autre forme non-électorale. Ainsi le moral des militants est renforcé et ils peuvent avaler n'importe quel tournant opportuniste.

La vérité sur les années Mitterrand est beaucoup plus triste que nous le ferions croire les délires lambertistes. L'élection de Mitterrand a donné l'occasion à la bourgeoisie de désamorcer des luttes ouvrières qui menaçaient d'éclater devant une politique d'austérité.

Par démoralisation et par loyauté envers « leur » gouvernement, les travailleurs ont pu être freinés pendant ses années. Ils étaient aussi freinés bien sûr par les bureaucrates syndicaux (CGT, CFDT et FO), qui soutenaient ce gouvernement. L'élection de Mitterrand n'a donc pas provoqué une vague de luttes : elle les a désamorcés. C'est cela la

vérité, et c'est cela le point de départ pour les révolutionnaires.

Mais, comme on pouvait le prévoir les choses se passent tout à fait autrement pour le PCI. Par exemple, en automne 1985, alors que le nombre des grévés était à son plus bas depuis 40 ans, que 85% des travailleurs n'étaient pas syndiqués, que la classe ouvrière battait et retraite, les lambertistes nous ont offert cette craie perle :

« La classe ouvrière a commencé à faire la preuve, surmontant bien des obstacles, de sa capacité à réaliser elle-même son unité, avec les (sic) organisations, pour faire face à l'offensive qu'elle subit de la part des capitalistes et du gouvernement. Dans des circonstances différentes, la rentrée scolaire a vu, dans de dizaines de localités, enseignants et parents réaliser l'unité dans le combat contre Chevènement. Chaque jour apporte de nouveaux faits, de nouvelles informations venues de toutes les corporations. Les étincelles se multiplient. Non seulement par sa politique brutalement anti-ouvrière, le gouvernement (en liaison avec le CNPF) a conduit le pays au bord d'un gigantesque incendie social, mais ce gigantesque incendie social qui se prépare trouve son centre dans la sujétion aux institutions anti-démocratiques et anti-ouvrière de la Vème République inscrite dans la violation du mandat confié par les travailleurs à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale (...) L'approche inexorable de cette impasse, alliée à l'aggravation sensible de la crise sociale rampante, plonge la société dans une crise de tout le régime et agit comme accélérateur de celle-ci. Tout le mécanisme de l'Etat bourgeois, composée de l'armée, de la police

et de tribunaux d'une part, tout le armature bureaucratique de l'autre, est en crise ».⁸

« Les étincelles se multiplient (...) un gigantesque incendie social (...) une crise de tout le régime (...) ». On a le droit de se demander si on habite sur la même planète...

Mais, pour le moment, mettons de côté la rhétorique hallucinogène et allions voir de plus près ce qu'il peut y avoir de vrai là-dedans. Car où est la crise sociale dont parle le PCI ? Même si cette organisation est effectivement très sensible aux luttes « laïques », elle exagère l'ampleur de la riposte aux attaques menées par Chevènement.

Quant aux autres « preuves » apportées par le PCI de « l'incendie » (chantiers navale, SNCF), elles n'étaient malheureusement pas capables de renverser la situation générale : une situation caractérisée par la retraite de la majorité des travailleurs. Cela ne veut pas dire que les travailleurs ne veulent pas lutter, mais que lorsqu'ils le font, il est difficile de généraliser l'action ou de gagner nettement (voire la grève des cheminots 1986-1987).

Et quant à la « crise » du régime, la seule preuve qu'en apporte le PCI, c'est l'affaire Greenpeace. La démission de Hernu et les procès embarrassant en Nouvelle-Zélande ont été les seules conséquences de taille de cette attaque lâche des impérialistes français. Encore une fois, on ne peut que conclure le PCI n'a rien compris.

L'opportunisme et le sectarisme du PCI se manifestent également lorsqu'il invoque la fameuse « violation du mandat confié par les travailleurs à la majorité PS-PCF ». Qu'en est-il vraiment ? Les travailleurs ont voté PS-PCF dans l'espoir qu'ils feraient mieux que la

droite, qu'ils créeraient plus d'emplois, qu'il y aurait moins d'inflation, une meilleure protection sociale, etc., et tout cela sous le système capitaliste ; les électeurs n'attendaient pas du PS-PC qu'ils fassent la révolution. D'ailleurs, si cela avait été vrai, on aurait sûrement déjà vu le type de « montée révolutionnaire » dont parlait le PCI avant 1981.

Que le PS-PC n'aient pas fait ce qu'ils ont promis est indiscutable, mais pour les révolutionnaires cela devrait être une évidence. Le nombre des chômeurs a augmenté, le racisme s'est consolidé, la condition générale de la classe ouvrière s'est dégradée. Mais lorsqu'on insinue que l'origine des problèmes des travailleurs se trouve dans la « violation » d'un mandat, cela implique que si le PS-PC avaient respecté ce « mandat » tout se serait bien passé !

Le PCI a effectivement participé à la création de telles illusions, au lieu de les briser : il a fait campagne pendant longtemps pour que le PS-PC « respectent leur mandat ».

Ce faisant, ils préfèrent oublier d'une part, que le programme électoral du PS et du PCF d'avant 1981 contenait pas mal de choses ouvertement anti-ouvrière, d'autre part que, au fond, le PS et le PC n'ont jamais promis de faire autrement que ce qu'ils ont fait : c'est-à-dire administrer le capitalisme dans l'intérêt du patronat. Alors, lorsque le PCI suggère qu'ils pouvaient faire autrement, c'est effectivement créer des illusions quant à la capacité du PS-PC à répondre aux besoins des travailleurs.

Mais oublions ces critiques tranchantes et tombons dans le délire lamberto quelques secondes. Acceptons l'analyse du PCI le temps de se poser une question : quel est le programme du PCI pour cette « crise »

⁸ La Verite, octobre 1985, pp. 5-7

permanente ? Voici deux réponses pour éclaircir sa position :

« La ligne stratégique sur laquelle les trotskystes ont combattu dans la voie de la liquidation de la Vème République (...) utilisait, comme levier essentiel, la question de la démocratie, c'est-à-dire l'opposition entre le respect de la démocratie et les institutions de la Vème République »⁹

« Le PCI n'a ménagé aucun effort depuis 1981 pour le dire et le répéter : le pays ne peut sortir de la crise institutionnelle, politique et sociale dans laquelle il se débat et qui l'a mené là où il est, au bord du désastre, que par le rétablissement de la démocratie. »¹⁰

Nous voilà, en fin, au cœur du problème. Le *rétablissement* de la démocratie. Mais quelle démocratie ? La démocratie bourgeoise ? La démocratie ouvrière ? Puisqu'il ne parle pas du seul exemple de la démocratie ouvrière en France, la Commune de 1871, nous sommes obligés de croire qu'il s'agit, au mieux, du « rétablissement » de la démocratie bourgeoise de l'époque révolutionnaire (1789-93).

Au pire, et cela doit être ce dont il parle, il s'agit d'une référence aux structures soi-disant « démocratiques » de la IVème République, ou de la III République qui a vu l'essor des syndicats et de la social-démocratie.

Car lorsque le PCI avance le mot d'ordre de « pour la démocratie » sans clarifier le contenu de cette « démocratie » et sans expliquer la différence entre la « démocratie » parlementaire bourgeoise et la démocratie des travailleurs organisés en conseils ouvrières, il renforce les illusions bourgeoises des

travailleurs. Pour un travailleur qui tombe sur la propagande du PCI, il n'y a qu'un sens à tout cela : il faut un changement, une réforme du système actuel vers celui de la IVème ou de la IIIème République.

Pour les communistes, la démocratie n'est pas une chose abstraite. Elle exprime toujours un rapport de forces entre classes et elle possède elle-même une nature de classe. Elle n'est aucunement au-dessus de l'histoire. Ainsi, nous défendons les éléments de la démocratie bourgeoise dont la classe ouvrière peut et doit se servir, sans illusions : liberté d'association, droit de grève droit de former un syndicat, liberté de la presse, etc.

Toutefois, nous disons clairement que nous ne pouvons pas nous appuyer sur la démocratie bourgeoise pour construire un Etat ouvrier. Au contraire, au moment décisif, les organes et l'idéologie de la « démocratie » bourgeoise seront utilisés contre le mouvement révolutionnaire. C'est pour cela qu'il faut lutter inlassablement contre l'illusion selon laquelle le renversement du capitalisme peut passer par les institutions de l'Etat bourgeois, voire par « la démocratie ».

Trotsky met l'accent sur l'importance des mots d'ordres démocratiques, et les problèmes qu'ils posent, lorsqu'il écrit dans le Programme de Transition que :

« (...) ils peuvent jouer un rôle énorme. Mais les formulés de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc...) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du

⁹ La Verité, Novembre 1984, p.23

¹⁰ La Verité, Octobre 1985, p. 6

prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne). »¹¹

Et encore, à propos de Espagne : « Le mot de ordre abstrait « Pour la démocratie ! » suffit pour les journalistes libéraux, mais pas pour les ouvrières et paysans opprimés »¹².

¹¹ Programme de Transition, 1946, p. 29

¹² L. Trotsky, Ouvres, t 20, p. 201-2

ANATOMIE D'UN DELIRE

DEJA EN 1972, sous le titre « Vers une crise révolutionnaire », les lambertistes ont dit que « les résultats des élections législatives peuvent être tels qu'ils transformaient la crise du système politique actuel de la bourgeoisie en crise révolutionnaire ouverte »¹. Crise révolutionnaire ouverte ! Carrément ! Et comment ? Bien sûr, par la victoire électorale du PS-PC.

Cinq ans plus tard (mais toujours avec le même titre !) le bras droit de Lambert à l'époque, Stéphane Just, écrivait que : « un peu plus tôt, un peu plus tard, la Vème République s'effondrera, ses institutions se disloqueront, la crise révolutionnaire s'ouvrira »². Sur le fond, on ne peut qu'être d'accord, mais c'est une perspective qui ne se fait pas remarquer par sa précision !

Puis, préfigurant clairement son analyse de la situation d'après 1981, les lambertistes nous parlaient en 1979 « de la préparation immédiate et de l'engagement de la mobilisation générale du prolétariat et de la jeunesse qui en finira avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la Vème République et ses institutions, et qui sera le début de la crise révolutionnaire en France »³.

Et encore : « la défaite des partis de la Vème République aux élections législatives, la victoire des partis ouvriers, porteront le coup final à la Vème République, ouvriront d'énormes vannes par lesquelles s'engouffrerait le mouvement des masses »⁴. On l'attend toujours.

En 1989, nos camarades « marxistes » disaient que : « quiconque s'intéresse un tant soit peu à la situation française comprend que la déstabilisation généralisée est maintenant immédiatement à l'ordre du jour »⁵. « Quiconque » peut-être. Mais à condition de porter les lunettes Lambertos, qui empêchent de voir clair !

Aujourd'hui, ils amusent de la même façon. Le 22 février 1992, le BP du PCI a fait la déclaration solennelle suivante (prié ré de ne pas rire) : « le 22 mars, un tournant majeur interviendra dans la situation politique française, matérialisant le tournant de la situation mondiale. Ce tournant se manifestera à un terme plus ou moins rapproché. Rappelons-nous que le 9 novembre 1989, lorsque nous avons caractérisé le tournant de la situation mondiale, matérialise dans la chute du Mur de Berlin, ce tournant ne s'est pas manifesté le 10 novembre au matin. Depuis, en revanche...

Il en est de même en France : personne ne peut dire quand l'effondrement interviendra. A terme, au lendemain du 22 mars, les conditions mêmes de la lutte de classe et de la lutte politique seront radicalement modifiées.

C'est de la marche à la crise révolutionnaire qu'il s'agit, incluant des convulsions, des développements chaotiques, produits de l'effondrement des institutions, dans une situation d'aiguïssement de la lutte de classe, interdisant toute stabilisation durable de la situation»⁶.

L'égaré lambertiste est évident. On est ici en présence d'une secte qui se contente de répéter toujours la même chose quoi qu'il advienne. Un jour, bien entendu, ils auront raison. Mais ils n'auront pas la réponse politique adéquate.

Ce type de rhétorique sert à justifier l'opportunisme du PCI envers le PS autant que son démocratisme (voir le programme du PT) et sa propre liquidation dans une organisation réformiste que le PCI a construit lui-même (le PT). Elle n'en est pas moins creuse et fautive pour autant.

Comment ne pas voir les erreurs d'analyse manifeste du PCI ? Il n'y a pas eu crise révolutionnaire, ni un grand mouvement vers une telle crise en 1972, ni en 1977, ni en 1979, ni en 1981, ni en 1985, ni en 1987, ni en 1989, ni en 1992. Et pourtant l'organisation s'est systématiquement construite sur cette fautive perspective et cette fautive méthode, sans la moindre direction.

1 – La Vérité, octobre 1972, p.50

2 – La Vérité, décembre 1977, p. 28

3 – La Vérité, septembre, p. 20

4 – « à propos de la brochure Ce qu'est l'OCI » SELIO 1978, p. 96

5 – Tribune Internationale, Juillet 1989, p. 19

6 – Bulletin Intérieur 22.9.92, p. 9

La conclusion logique : le Parti des Travailleurs

Fondé en 1985, le MPPT – aujourd’hui le PT – est l’exemple vivant de tout l’opportunisme de l’analyse et du programme de Lambert. L’idée, c’est de former un nouveau « parti des travailleurs » qui fera partie du soi-disant « mouvement mondial » vers la construction de tels partis. Voici la position de Lambert lors d’une réunion du Conseil général de la QI (CIR) en décembre 1985 :

« Il est juste de faire un parallèle entre ce qui se passe, sous des formes qui ne sont pas les mêmes, au Pérou, au Brésil, en France, en Pologne concernant le cours suivi construire des Parti Ouvrière Indépendants. Mais je crois qu’il faut aller plus loin : le fait que simultanément, nous voyions dans des conditions politiques qui ne sont pas exactement les mêmes dans chaque pays, se cristalliser, ou plutôt une tendance à la cristallisation sous cette forme (qui évidemment n’est pas la même pour chaque pays, mais qui en fait est une forme de cristallisation) de la tendance indépendante du prolétariat à construire des organisations indépendantes, cela est le reflet de cette poussée des masses à l’échelle mondiale s’engageant sur la voie de la rupture avec l’impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ! »¹³

Plus « pabliste » que moi, tu meurs !

Car cette position est fondée sur une forte dose d’impressionnisme et d’aveuglement. Les « PT » de France et de Pérou sont composés essentiellement de lambertistes. Par contre, le PT du Brésil est lui, certes, une expression véritable du désir des travailleurs et des paysans brésiliens de former le propre parti. Mais le but des communistes ne peut

pas s’arrêter à la formation d’un parti indépendant des travailleurs. Le PT brésilien est loin d’être le parti révolutionnaire dont les masses brésiliennes ont besoin.

L’importance qu’accorde Lambert à « l’indépendance » du PT plutôt qu’à son programme est révélatrice. En effet, comme le PCI des années 50 par rapport au MNA, la QI (CIR) d’aujourd’hui voit dans le PT brésilien un parti « dont le programme » reprend « en partie les éléments du programme révolutionnaire » et qui, sous la pression des masses et l’intervention marxiste, devra « se transformer en un parti d’un tel type. »

Mais puisque, pour Lambert, « l’intervention marxiste » ne consiste pas à démarquer les révolutionnaires des réformistes mais à estomper les différences, la nature réformiste du PT déviant secondaire, l’important étant son « indépendance »

La grande différence entre Brésil et la France, c’est que le PT été formé en l’absence de partis réformistes de masse (social-démocratie ou stalinien). C’était justement ce vide politique qui a rendu possible la création du PT. En France, comme on peut le constater sans difficulté, les choses sont différentes : la classe ouvrière a deux partis qu’elle considère comme les siens, qui ont tissé de multiples liens au travers des élus, des syndicats et de la masse des militants.

Jamais on ne pourra envisager au mouvement « pour un PT » en France comme on a pu le voir au Brésil tant qu’existeront le PS et ce PCF. Face à ces deux partis, ces deux freins à l’activité de la classe ouvrière, il n’y a d’échappatoire que pour un parti révolutionnaire, armé d’un programme communiste. Mais tout cela est loin de la politique lambertiste.

¹³ Tribune Internationale, mai 1986, p. 23

Le PCI affirme que la masse des travailleurs a commencé à rompre avec le PS et le PC. Il en voit la preuve dans le taux élevé d'abstentions lors de toutes les élections municipales depuis 1981 et lors des élections européennes de 1984. L'abstention lors des élections municipales avait comme principale cause l'effet démobilisateur de l'élection de Mitterrand (« on attend avoir »), puis l'action du PS et du PCF au pouvoir.

Et lorsque le taux d'abstentions a grimpé jusqu'à 45% dans certaines circonscriptions ouvrières en 1984, c'était une éclatante démonstration du mécontentement des travailleurs par rapport aux résultats de quatre ans de travail anti-ouvrier de « leur » gouvernement. Le PCF, qui a plus souffert de ces abstentions que le PS, en a bien tiré les leçons, à sa manière, en quittant le gouvernement : il a ensuite passé les trois dernières années à essayer de nous faire oublier qu'il avait jamais été au gouvernement.

Alors, ce phénomène d'abstention ne montrait pas que les travailleurs avaient « rompu » avec le PC ou le PS. Loin de là, comme on a pu le constater en mars 1986 lorsque 30% des électeurs ont choisi de « voter utile ». Et si la minorité des travailleurs qui cherchait effectivement une autre voie que celle proposée par le PC et le PS n'a rien trouvé, c'est parce que l'alternative révolutionnaire n'était pas présente. Cette alternative se définit d'abord par son programme, non par sa rhétorique, et celle n'était représentée ni par le MPPT et ses belles paroles sur « l'incendie social » et... « la démocratie ».

Voici la Charte du MPPT, qui n'a été qu'élaborée (et non pas dépassée) par le PT. Elle est le fondement programmatique d'un Mouvement qui, dans l'optique lambertiste

du front unique, doit unifier « cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du Programme de Transition de la IV^{ème} Internationale, (accepte) toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier »¹⁴

« 1. Reconnaissance de la lutte des classes : la lutte des classes et le combat politique sur le terrain de classe constituent le ligé d'action permanente ainsi que l'axe central qui doit favoriser la reconstruction de l'unité ouvrière reposant sur la démocratie la plus large.

2. Laïcité de l'école et de l'Etat.

3. Liquidation des institutions antidémocratiques de la V^{ème} République et l'établissement d'une véritable démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

4. Indépendance réciproque entre les partis politiques et les organisations syndicales. »

On retrouve dans ce petit texte tous les éléments du centrisme droitier de Lambert et compagnie : son obsession de « la démocratie », vidée de son contenu de classe ; son obsession de la laïcité, si évocatrice de celle de la bourgeoisie « progressistes » et « républicaine » ; son abstentionnisme en ce qui concerne le combat des communistes pour gagner la direction des syndicats ; les références orthodoxes à la lutte des classes et à l'unité ouvrière (front unique « stratégique » oblige...), toutes les deux vidées de leur contenu programmatique. On a ici un bilan fidèle mais tragique de presque quarante ans de lambertisme.

¹⁴ Quelques enseignements de notre histoire, p. 113

L'idée qu'une politique réformatrice « passe » plus facilement auprès des travailleurs est erronée. Avec deux partis réformatrices, la classe ouvrière française en a déjà deux de trop : elle n'a sûrement pas besoin d'en avoir un troisième ! L'échec du MPPT/PCI le démontre.

Trois fois au cours des années 80 les lambertistes se sont présentes aux élections nationales sur de vagues programmes réformatrices. Trois fois ils n'ont pu dépasser 0.7% des voix ! Malgré toutes les raisons fumeuses avancées par la direction, les militants ont bien senti l'échec inévitable du projet. Pratiquement n'importe que candidat dit de « gauche » en aurait fait autant, indépendamment de la taille, de la politique ou de l'implantation de son organisation.

Comme on peut le constater, le « programme » du MPPT est une coquille vide que « chacun peut comprendre comme il l'entend », pour citer un récent démissionnaire du PCI. Pourtant, la classe ouvrière a besoin d'un programme révolutionnaire, et tout de suite.

Comment répondre aux attaques gouvernementales ? Comment transformer les syndicats en de véritables instruments de défense est de révolution ? Comment lutter contre la montée du racisme et du fascisme ? Quelle orientation adopter vers les militants du PS et du PC ? Comment construire un Parti et une Internationale révolutionnaire ? Le PCI n'a qu'une réponse à toutes ces questions : « Le PT ». Et le PT, lui, n'a à offrir que de belles paroles sur « la démocratie ».

C'est cet opportunisme centriste du PCI, remontant jusqu'au début des années 50 et rejoignant celui de la QI toute entière, qui est responsable du départ récent de centaines de militants sous la direction de Cambadélis vers

le PS. Car, s'il faut vraiment un « parti des travailleurs », au programme centre sur la laïcité, de l'indépendance des syndicats, del' »anti-stalinisme » et de la « démocratie », se consacra à une activité dans une large mesure électorale, alors pourquoi construire le MPPT (0,7% des voix) quand existe déjà le PS (30% des voix) ? On peut quand-même comprendre la décision des militants qui sont partis vers le PS, même si on est profondément en désaccord. Après tout, c'est ce qu'ils ont appris à l'école de Lambert.

LA LAICITE ET LA CLASSE OUVRIER

AUX DIRES des laïcs, l'affaire des foulards de l'automne 1989 se ramènerait au seul fait que l'école laïque est un acquis à défendre envers et contre tout.

Sans aucun doute, l'interdiction de l'instruction religieuse dans les écoles publiques françaises fut autrefois une étape décisive dans l'exclusion de l'Eglise de tout rôle officiel dans la vie politique, sociale et économique du pays, c'est dire pour la séparation effective de l'Eglise et de l'Etat.

L'interdiction de l'instruction religieuse à l'école est un acquis de la Troisième République. Elle fut établie en conclusion d'un débat entre deux alliés de la bourgeoisie. L'une, rational et souvent anti-cléricale, dans la lignée de ses précurseurs révolutionnaires de 1789, entendait affranchir la « nation » des pouvoirs soporifiques de la religion.

Pour ce faire, elle s'est appuyée sur certains dirigeants ouvriers. En effet, les travailleurs aussi avaient intérêt à casser la mainmise qu'exerçait l'Eglise sur l'école. Comme tout acquis, la laïcité ne représente pas une victoire unilatérale sur les intérêts du capital.

L'interdiction de toute instruction religieuse s'accompagna aussi de l'interdiction de tout signe politique à l'école, et de la idée – malheureusement largement admise par les instituteur et d'autres travailleurs – que sous la république bourgeoisie, l'école serait une institution « neutre », ou les enfants seraient à l'abri des méfaits de la société de classe.

C'est cette conception de la neutralité de l'école qui guidait une partie importante du camp laïc dans « l'affaire des foulards ». C'est une position illusoire, aussi propre que la religion elle-même a endormir les travailleurs – et les jeunes ! – quand ils devraient plutôt lutter !

Ecole et instruction, si elles représentent un acquis culturel et social important pour la classe ouvrière, ne sont pas neutres. Et les travailleurs n'ont pas à chanter les louanges d'une école « laïque et républicaine » qui, d'une manière ou d'une autre, aboutit finalement à préparer les enfants de la classe ouvrière à leur future exploitation.

Ainsi, sans avoir recours aux prêtres, la bourgeoisie fait en sorte que les enfants aient une tête bien refaite. Refaite, bien sûr, de façon que tous, enfants des travailleurs ou enfants des bourgeois, intériorisent les mêmes valeurs bourgeoises.

Les défenseurs de la laïcité luttent souvent aussi contre le racisme, le sexisme et l'inégalité sociale. Ils invoquaient ces valeurs en luttant contre le port du foulard par trois fillettes à Creil. Mais si les écoliers et les lycéens eux-mêmes se mobilisaient et exigeaient le droit de porter des badges antiracistes, etc. et de diffuser des tracs que diraient alors nos amis laïcs? Leur respect de la neutralité de l'école les obligerait à s'y opposer!

Et que faire si les fascistes essayent de s'organiser au sein de l'école? Les enfants et les travailleurs (profs et autres), comme dans une usine ou dans un quartier, devraient s'organiser eux-mêmes pour combattre cette menace. Il n'est pas question d'attendre que l'Etat fasse travail. Comme on peut le voir avec la « laïcité » actuelle, une telle interdiction gouvernementale toucherait aussi les organisations ouvrières.

Quelle duperie réformiste que cette « laïcité » de la République capitaliste qui, loin de protéger les enfants ouvriers de toute idéologie, comme on voudrait nous le faire croire, réserve en fait les dix années d'instruction obligatoire à la propagation de sa seule idéologie !

L'éducation est une question trop importante pour l'abandonner à l'Etat et à la seule bonne volonté des professeurs, si « professionnels » soient-ils. Il faut que les parents travailleurs, que les comités de quartier, les syndicats des lycéens avec les profs et les autres travailleurs de l'Education nationale et leurs syndicats, imposent leur contrôle sur l'école publique.

Ce sont eux qui devront veiller sur l'enseignement, et sur l'interdiction de l'entrée de la religion organisée au sein de l'école – y compris dans les écoles privées, soi-disant libres, qui ne méritent qu'une seule chose : l'expropriation immédiate.

Alors que depuis plus de cinq ans le gouvernement, dit socialiste, ne cesse de reculer face à la pression réactionnaire des églises et de l'enseignement privé, cette tâche est encore plus pressante.

Voilà la seule « laïcité » qui vaille le soutien des travailleurs, et le seule voie qui, liée au contrôle ouvrier sur toute le société, puisse garantir que l'école forme les enfants à faire face à ce qui les attend vraiment dans la société d'aujourd'hui et de demain.

Le Lambertisme à l'échelle internationale

Lors de chaque grande crise internationale ; les lambertistes ont chaque fois le même réflexe : le mot d'ordre de la « démocratie ». Même là où ils se servent de quelques mots du vocabulaire « trotskyste », leur orientation reste fondamentalement opportuniste. Trois exemples devraient suffire pour le démontrer.

Une réunion des sections latino-américaines de la QI (CIR) a eu lieu en mai 1985. Elle a voté une série de résolutions dans lesquelles on nous explique que « le mouvement propre des masses ... est en train de configurer une situation révolutionnaire à l'échelle de toute l'Amérique Latine »¹⁵.

Franchement, on n'est pas d'accord. Pas mal de pays d'Amérique-latine avaient déjà vécu une situation révolutionnaire. Mais, chaque fois, elle a été soit « désamorcée » par une contrerévolution « démocratique » (par exemple, en Argentine sous Alfonsín), soit écrasée ouvertement par la réaction (par exemple, au Chili en 1973). De telles crises ne peuvent durer indéfiniment, et cela encore moins au niveau continental.

Mais peut-être les sections latino-américaines du CIR sont-elles au courant des choses que nous ne connaissons pas. Après tout, elles sont là-bas et nous ici. Soit. La question qui s'impose est alors : « quel est votre programme pour faire face à cette situation révolutionnaire à l'échelle continentale ? ».

Voici leur réponse. Ce n'est guère différence de ce que nous avons déjà vu à propos de la France.

La résolution sur le Brésil proposait, et avec raison, d'avancer le mot d'ordre d'une Assemblée constituante. Pour les bolcheviks,

et pour Trotsky, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante était lié à l'organisation des travailleurs et des paysans pauvres dans des conseils (des soviets), la création d'une milice populaire, la déstabilisation de l'armée, etc.

Les bolcheviks étaient donc armés d'une perspective révolutionnaire pour vaincre les illusions démocratiques bourgeoisies des masses. Le CIR fait référence à cette position orthodoxe :

« La lutte pour la Constituante Souveraine suppose l'engagement du PT dans l'auto-organisation des masses, en liant l'agitation pour la Constituante à la conquête des revendications populaires, et à la organisation du peuple pour cela »¹⁶.

Mais ce n'est qu'un paravent derrière lequel le PCI tente de faire passer sa marchandise menchevique. Car au centre de leur programme pour cette « situation révolutionnaire » il y a une solution « démocratique ».

Pour ne prendre qu'un aspect du problème, il est franchement étonnant que cette Internationale qui se proclame « trotskyste », intervenant dans une « situation révolutionnaire à l'échelle de toute l'Amérique-latine », n'aie pas un seul mot à dire sur la nécessité de former des soviets et de renverser le capitalisme !

Certes, à la fin de la résolution, il y a une phrase pieuse sur « les Etats-Unis socialistes d'Amérique-Latine », mais cela n'a que très peu de poids face au reste de la résolution où on trouve du n'importe quoi vaseux et opportuniste.

¹⁵ La Verité, mai 1985, p. 126

¹⁶ Ibidem., p. 129

Car, au cœur de leur programme (pour une situation révolutionnaire, répétons-le) on trouve ceci :

« La lutte pour la Constituante Souveraine est plus que jamais à l'ordre du jour pour liquider les institutions léguées par le régime militaire, avec lesquelles il ne peut y avoir de démocratie. La démocratie impose donc une Constituante Souveraine qui exprime le volonté librement manifestée du peuple »¹⁷

C'est cette même position que le PCI propose en France, où il n'y a pas de situation révolutionnaire. Son obsession des mots d'ordre démocratiques, sortis de leur contexte transitoire et mis en avant comme des objectifs en soi ; l'absence totale de perspective ou de mot d'ordre visant l'organisation de la classe ouvrière et des paysan pauvres pour prendre le pouvoir – tout cela démontre la nature opportuniste du CIR.

Le deuxième exemple illustrant cet opportunisme est celui de l'Afrique du Sud pendant les années 80. Dans un article historique, le PCI finit par déclarer que la « révolution permanente » doit être le « point de départ » pour toute compréhension de la situation en Afrique du Sud¹⁸.

Oui, camarades, nous aussi on veut bien. Mais, comme nous allons le voir, même si les lambertistes disent avoir pris « la révolution permanente » comme point de départ, ils sont vite arrivés, comme d'habitude, dans un marais de réflexes sociale-démocrates et opportunistes. Voici le programme du CIR pour l'Afrique du Sud. Nous le citons intégralement, pour permettre au lecteur au-même de juger :

« Contre le régime et l'Etat de apartheid, contre l'occupation de la nation sud-africaine, nous sommes pour l'indépendance nationale du peuple noir, pour une République noire en Afrique du Sud, pour un homme, une voix.

La république noire, outre qu'elle est une revendication fondamentale de la démocratie, c'est à dire une République et un Etat marqué et constitué par le peuple noir, est le mot d'ordre de l'unité nationale du peuple de l'Afrique du Sud opposé aux fasses nations, les bantoustans, constituées par le régime raciste pour tenter de diviser le peuple noir.

C'est une revendication opposée à toutes les tentatives de constitutions demain d'un Etat blanc sur le territoire du peuple noir en Afrique du Sud, comme bastion retranché de l'impérialisme contre l'indépendance nationale des peuples de la région.

Dans le combat pour en finir avec l'Apartheid, nous nous prononçons pour l'unité la plus large de toutes les composantes du peuple noir autour de l'objectif « d'un homme, une voix » et plus généralement pour l'unité de toutes les forces luttant pour (sic) l'apartheid.

Nous appuyons la revendication de tout le peuple noir à reconquérir son pays, en particulier du droit de la paysannerie à expulser des terres les propriétaires blancs qui le ont usurpées.

Nous appuyons les efforts faits par le mouvement ouvrier noir pour s'organiser sur un axe indépendant, qui lie les revendications spécifiques des travailleurs noirs au combat pour en finir avec l'apartheid.

Nous faisons notre l'appel du peuple noir de l'Afrique du Sud à développer la solidarité internationale la plus large contre le régime de l'apartheid. Nous appuyons l'appel au

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ La Vérité, octobre 1985, p. 47

boycott international du régime de l'apartheid, l'exigence de rupture des relations diplomatiques adressée à tous les gouvernements qui conservent des relations avec celui-ci. »¹⁹

Voilà le programme « trotskyste » que le CIR offrait aux masses sud-africaines. Le mot d'ordre révolutionnaire d'une Assemblée constituante, basé sur le pouvoir armé de la classe ouvrière, était transformé en un seul mot d'ordre : « un homme, une voix ».

Ce mot d'ordre remplace toute tentative de développer des tactiques révolutionnaires afin de briser les illusions réformistes des masses. Pire, il ouvre la porte à une éventuelle contrévolutions « démocratique » à travers l'instauration d'un régime parlementaire bourgeois (Zimbabwe !). Manquant la perspective, essentielle, de la lutte pour le pouvoir ouvrier, pour la révolution socialiste et pour les formes d'organisation y correspondant (milices, conseils ouvriers, etc.), le programme du CIR est complètement menchevique. La seule interprétation possible de la position du CIR est qu'il faut aujourd'hui une révolution « démocratique » et que la révolution socialiste sera pour plus tard.

Devant la plus grande crise que l'Apartheid a jamais connue, les lambertistes n'étaient capables que de présenter des miettes volées de la table des social-démocrates et des staliniens : un programme d'étapes pour la révolution sud-africaine.

Les derniers mois ont fourni encore un exemple d'opportunisme droitier du lambertisme à l'échelle internationale. En Algérie, la section du QI-CIR, le Parti des Travailleurs, a cherché à former un front unique stratégique avec les intégristes du FIS.

En été 1991, tandis que le clérical-fasciste Ali Belhadj et son partenaire Abbassi Madani ont appelé à une grève générale contre le régime dictatorial de Chadli, le PT l'ont tout simplement soutenu !

Voyant dans le pouvoir l'ennemi principal, le PT considère n'importe quelle alliance est permise, même avec une organisation profondément réactionnaire dont une aile est clairement fasciste. Le PT a appelé au boycott des élections de la fin de 1991 parce que les dirigeants et les militants du FIS étaient toujours en prison !²⁰

Ne craignant rien, le PT a suivi cette politique jusqu'au bout : le 27 novembre 1991, il a appelé « le FFS, l'UGTA, et le FIS dans le respect mutuel des programmes de chacun à se réunir et à prendre la responsabilité historique de constituer un gouvernement d'urgence pour geler tous les accords avec le FMI, et préparer des élections propres et honnêtes, c'est-à-dire réellement démocratiques »²¹.

Cette politique a un nom. Elle s'appelle collaboration des classes. Le FIS est l'ennemi juré des femmes, son aile fasciste représente une menace énorme pour toutes les travailleuses. Le PT joue avec le feu, et conseille à la classe ouvrière algérienne de s'allier avec son bourreau. C'est une travestissement du trotskysme.

¹⁹ Tribune Internationale, janvier 1986, p. 19

²⁰ Interview avec L. Hanoune, Informations Ouvrières 15.1.92

²¹ L'Étincelle, février 1992, p. 7

LE MÊME OPPORTUNISME EN ESPAGNE ET ALLEMAGNE

LE MÊME MÉLAGNE d'analyse peu marxiste et de politique droitnière centriste a été repris ailleurs par ce qui reste de l'internationale lambertiste, aujourd'hui nommée la « Quatrième Internationale – Centre Internationale de la Reconstruction » (QI-CIR), qui est désormais loin d'atteindre la trentaine des sections du début des années 80.

En Espagne, le POSI, l'une des sections plus importantes de la QI-CIR, vient se dissoudre dans une « Alliance pour la République » (APR) un « mouvement-coalition des partis et organisations ».

Toute comme le MPPT, l'APR s'attache aux mots d'ordre de la révolution bourgeoise, d'il y a deux siècles !

Ainsi, l'APR avance comme mots d'ordre « dans le regroupement des partis, courants et militants progressistes de l'humanité : Liberté, Egalité, Fraternité. (Nous) déclarons sans équivoque : la démocratie c'est la République »¹.

Sans doute, la question de l'abolition de la monarchie espagnole est-elle importante. Mais se focaliser sur la création d'une République bourgeoise ne peut être que la politique d'organisations réformistes, ce qui est clairement le cas de l'APR et du MPPT.

Les révolutionnaires sont loin d'être indifférents aux mots d'ordre démocratiques. Mais nous expliquons clairement devant les travailleurs les limites de ces slogans, et les méthodes ouvriers qu'ils faudrait utiliser pour y arriver.

Malgré ses prétentions à « l'honnêteté », la méthode lambertiste essaie d'attirer les travailleurs réformistes sur la voie de ce que la QI-CIR pense être une politique révolutionnaire, sans qu'ils s'en aperçoivent.

Selon le raisonnement lambertiste, une lutte conséquente pour la démocratie entraînera les masses plus loin encore, mais à condition qu'elles ignorent tout des enjeux avant de se mettre en branle...

Il en va de même en RFA et en RDA, ou, face aux événements extraordinaires de novembre 1989, les lambertistes ont complètement perdu tout contact avec la réalité. Il n'y a pas de meilleur exemple de l'inutilité pour la classe ouvrière mondiale de la politique lambertiste. La section locale de la QI-CIR, l'ISA, vient de créer un front réformiste (encore un !), « l'Union des cercles pour une politique ouvrière dans toute l'Allemagne ». Selon le Congrès du PCI du novembre 89, la ligne des « Cercles » se réduisant à ces deux points essentiels :

« - droit du peuple allemand à rétablir son unité nationale : unité de l'Allemagne. (...) – gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations qui maintenant devrait prendre le contenu du mot d'ordre : gouvernement SPD de l'Allemagne unifiée »².

La position des lambertistes est stupéfiante : la défense des rapports de propriété planifiée de la RDA ne figure nulle part, en dépit des phrases vagues publiées ailleurs sur « la défense des acquis des deux côtes du mur ».

Ce qui complaint pour les lambertistes c'est d'appuyer le SPD – parti réformiste et serviteur fidèle de l'impérialisme ouest-Allemagne – en demandant qu'il prenne en main les affaires d'une Allemagne unifiée. Quel cadeau pour les impérialistes !

Heureusement, l'appel de ces drôles de révolutionnaires n'avait que peu de chances d'être entendu par qui que ce soit.

1 – Informations Ouvriers 11.10.89

2 - Informations Ouvriers 15.11.89

De 1952 à 1981.

Lambert et ses organisations ont toujours eu une orientation opportuniste et fédéraliste par rapport à l'idée d'une Internationale. En 1952, en face a une provocation bureaucratique de la part de la direction internationale, le PCI de Bleibtreu et de Lambert n'a pas compris l'importance de la lutte a l'intérieur de l'Internationale, et a laisse la direction internationale de Pablo-Mandel-Frank procéder a l'isolement et a l'exclusion de la majorité de la section française.

D'ailleurs, malgré l'image qu'il s'est voulu donnée depuis, Lambert s'est bien retenu de toute opposition a Pablo, jusqu'au moment quand ce dernier a décidé de mettre son nez dans le fief lambertiste, c'est-a-dire le travail syndical. Par la suite, Lambert s'est rallié aux thèse oppositionnelles de Bleibtreu-Favre avant d'exclure celui-ci en 1955.

Un an après l'exclusion bureaucratique de la majorité du PCI, le SWP aux Etats-Unis a réagi contre ce qu'il a ressenti comme une ingérence par la direction internationale dans ses affaires. Il a scissionné de l'Internationale, poussant divers groups oppositionnelles – dont le courant autour de Bleibtreu et Favre – a former le Comite Internationale de la Quatrième Internationale, regroupement quasi-fictif. Cette internationale n'avait d'internationale que le nom.

Les sections du Comite International étaient plus concernées par leurs propres pays et leurs propres adaptations opportunistes que par le redressement du virage centriste de l'internationale auquel elles avaient toutes participe. Pour Lambert, comme pour tout le CI, l'important était de garder le droit de faire comme il l'entendait « chez lui ». Ce

« principe », ne dans la lutte contre la direction internationale, est a la origine du fédéralisme de toutes les sections du CI.

Le petit groupe lambertiste a refuse de participer avec le SWP nord-américain a la fusion de 1963 qui a donne lieu au Secrétariat Unifié. Il a préféré rester avec le britannique Gerry Healy dans le CI jusqu'un 1971. Comme tout le CI des années 60, bien stalinophobe, le PCI n'a pas pu admettre que Cuba pouvait être autre chose qu'un Etat capitaliste, et il a refuse d'appeler a la victoire du FLN vietnamien contre l'impérialisme nord-américain.

C'est sous ce sigle que l'organisation lambertiste, pendant quatorze ans, s'est fait une réputation d'« orthodoxie » tout en prônant le même opportunisme sous un vernis de sectarisme que son maitre en la matière, Healy. Cette réputation vient d'abord du fait que Lambert a fait du Programme de Transition de Trotsky, écrit en 1938, un fétiche.

Pour Lambert, tout y était dit, et, malgré tout ce qui s'est passe depuis plus de 50 ans, on n'a pas besoin de le changer, de le mettre à jour, de la réélaborer.

Pour les lambertistes – comme pour tous ceux qui ont gobé cette « orthodoxie » dogmatique – le Programme de Transition a dit tout ce qu'il y avait à dire sur, par exemple, la révolution politique (dont aucune n'avait eu lieu à l'époque). Pour eux, la stabilisation de l'impérialisme et du stalinisme après la guerre - en contradiction totale avec les prévisions du Trotsky – ne devrait pas nous conduire à réexaminer la conception de l'époque et de la période contenue dans ce document en 1938 !

C'est la position d'une secte dont la méthode, justement, ressemble plus à celle des églises

« orthodoxes » qu'à celle de la science marxiste !

En 1971, Lambert a rompu avec Healy après une discussion bizarre sur l'importance relative (!) du programme de transition et du matérialisme dialectique. Ce « débat » n'était qu'un rideau de fumée devant le vrai problème : Healy avait essayé d'intervenir dans la « chasse gardée » de Lambert (Europe de L'Est, Amérique latine...)

Et puisque les lambertistes ont découvert en 1966 (!) que la QI n'existait plus, ils ont formé le CORQI fédéraliste, avec leurs alliés internationaux en 1971. Huit ans plus tard, Lambert s'est séparé de ses principales sections latino-américaines (Politica Obrera en Argentine, le POR de Bolivie...), devenue gênante par rapport à une fusion éventuelle avec l'organisation internationale de l'argentin Nahuel Moreno, qui venait de séparer du Secrétariat Unifié de la Quatrième International (SUQI).

En 1980 les deux organisations formèrent alors « la Quatrième Internationale – Comité Internationale » (QICI) et proclamèrent que la formation de cette nouvelle « Quatrième International » représentait « le plus grand pas en avant depuis la fondation de l'International Communiste » Rien que ça !

Malgré cette déclaration fracassante, un an plus tard, la fusion avait fait long feu.

La QICI – à l'époque l'organisation la plus importante à se prétendre de la Quatrième Internationale ! – se redivisait en ses deux composantes d'avant 1980. La scission était menée par Moreno, qui venait de découvrir « des divergences à 180° » avec Lambert sur la nature du gouvernement PS-PC en France et sur le soutien apporté à Mitterrand pendant l'élection présidentielle.

En fait, la fusion n'était qu'une basse manœuvre de deux dirigeants centristes, espérant chacun aller « à la pêche » des militants de l'autre organisation. Des différences profondes avaient été « oubliées » pour des raisons diplomatiques.

Mais Moreno étant plus habile manœuvrier que Lambert, c'est l'organisation internationale lambertiste qui perdait la partie. Les militants de base des deux organisations, démoralisés, ont payé cher l'opportunisme de leurs directions. La pauvre QI, brièvement « reconstituée », était de nouveau à la recherche d'un bricolier.

Malgré cette scission, la similarité politique entre Moreno et Lambert est frappante.

Les deux proposent la construction de partis centristes ou réformistes (mais, à tout prix, non-trotskyistes) et envisagent même la construction d'une Internationale qui n'aura pas forcément un programme révolutionnaire (Lambert) ou dans laquelle les trotskystes seraient « minorités » (Moreno). C'est ainsi que Moreno a proposé la construction de partis trotskystes ou « trotskysants » (!), et a insisté pour que le MAS argentin soit « un parti non-révolutionnaire, réformiste »²²

²² Voir Pouvoir Ouvrier N°5, mai 1984.

UNE INTERNATIONALE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

DEPUIS SES origines en 1952, l'organisation lambertiste a eu des positions ambivalentes sur la question de l'Internationale. Après la terrible faillite de la fusion sans principes avec Moreno, les lambertistes toulèrent à vidé jusqu'à ce qu'en 1985 Lambert lance l'idée que son organisation était capable de reconstruire l'Internationale dans un avenir assez proche, à travers une « conférence mondiale ouverte ».

Mais, loin de rassembler des troupes autour du drapeau, son projet provoqua une scission de plus ! Des sections entières – au Brésil, au Canada, et Grande-Bretagne et ailleurs – ont préféré continuer leur travail opportuniste sans le fardeau d'une éventuelle nouvelle Quatrième Internationale.

En fait, ils n'avaient rien à craindre. Malgré la rhétorique, Lambert penche plutôt vers la construction d'une « nouvelle internationale ouvrière » un PT à l'échelle internationale.

Suivant l'exemple français, toutes les sections lambertistes – ou du moins celles qui restent après les différents scissions – sont en train de fusionner avec des forces réformistes ou nationalistes, plus ou moins fictives selon les pays.

Par exemple, la section sénégalaise, la LCT, à fusionné avec le MDP bourgeois de Mamadou Dia, ancien Président de Sénégal ! Mamadou, admis au plus haut niveau du cénacle lambertiste, et vedette de plusieurs réunions parisiennes, s'est montré sous son vrai jour bourgeois quand il a pris le parti de Khomeini contre l'écrivain Rushdie !

Bien embarrassés, nos « laïcs » de la QI-CIR se sont débarrassés de lui vite fait, mais le message est clair : n'importe quel poseur bourgeois est le bienvenu à la QI-CIR, à condition qu'il ne dise rien de ce qu'il pense vraiment.

Face à une constellation d'alliés réformistes ou nationalistes dans des organisations dites indépendants (entièrement animées, 9 fois sur 10, par des lambertistes locaux, et donc des fantoches du centre parisien), les lambertistes ont décidé d'appeler (encore !) à un « Congrès ouvert », cette fois pour décembre 1990.

Cette réunion a été le berceau d'une nouvelle « Internationale ouvrière » une collection d'organisation réformistes impulsées par des centristes lambertistes, qui se feraient passer pour une « véritable Informations Ouvriers des partis ouvriers indépendants ». Elle porte le nom « Entente Internationale Ouvrière ». Son programme, c'est un programme réformiste. C'est le PT à l'échelle internationale.

C'est en suivant cette logique centriste que la QI-CIR a procédé à la formation de « l'Alliance Européenne des Travailleurs » à Barcelone, en octobre 1989. Le manifeste de cette alliance, bien qu'il insiste sur la nécessité de créer des « gouvernements ouvriers et paysans », reste dans la ligne droite du réformisme de gauche, tout comme le MPPT en France.

Ce manifeste n'explique nulle part aux travailleurs comme lutte contre les plans du patronat ou les trahisons des dirigeants actuels, mis à part la « situation » lambertiste éternelle – et vide – de « l'unité des travailleurs et des organisations dont ils se sont dotés ». Et, bien sûr, les seules forces impliquées sont les lambertistes et leurs amis.

Le contenu programmatique de cette caricature de la Première Internationale est délibérément droitier.

Les lambertistes annoncent qu'ils sont toujours « fidèles » au Programme de Transition, mais qu'ils sont ouverts à la discussion sur d'autres positions.

A n'en pas douter les lambertistes sont prêts à rejeter tout ce qui reste du « vieux trotskyste » au nom du « non-sectarisme » : la nature du MPPT et des autres composantes de cette nouvelle « Internationale » le démontrent.

Malgré cette ligne fortement opportuniste, les dirigeants laissent toujours ouverte la porte de « l'orthodoxie », et donc de l'option « Quatrième ». En cas de fort malaise chez les militants, fidèles aux vieilles positions orthodoxes lambertistes et nourris de la grande fusion avec Moreno, la direction actuelle donc joue toujours sur le flou et la possibilité de « refonder la Quatrième Internationale ».

Ainsi en 1989 le Congrès du PCI a décidé d'appuyer « la proposition de Secrétariat International de convoquer une Conférence des sections de la IVe Internationale qui discutent de la replocamation de la IVe Internationale (On peut trouver bizarre cette « Quatrième Internationale » qui se réunit pour discuter sa replocamation !)

Aujourd'hui, on nous promet le Congrès de refondation pour l'été 1993 ! Néanmoins, un tel projet serait difficile à mener à bien pour la QI-CIR.

Ses sections sont réduites, voire souvent invisibles là où elles existent toujours. Son orientation droitier a effacé les restes « orthodoxes » qui ont marqué le lambertisme des années 70.

Continu...

UNE INTERNATIONALE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Les dirigeants actuels, les Gauquelin, Glukstein et autres Gomez, ont tous l'élan bureaucratique de leurs ancêtres (Just, Favre et Cie) mais, avec leurs penchants opportunistes, ils ont plus en commun avec leur ex-camarade Cambadelis qu'avec des militants qui ont adhéré à l'OCL ou au PCI en croyant bâtir le parti révolutionnaire.

Mais il ne faut pas se tromper : ces apparatchiks droitiers sont les enfants légitimes de Lambert. Il n'y a eu ni détournement de la QI-CIR, ni âge d'or du lambertisme.

Le centrisme droitier qui vise aujourd'hui des réformistes en France ou des nationalistes petit-bourgeois au Sénégal a son origine dans la politique de Lambert et de ses amis qui, depuis plus de 30 ans, ont systématiquement eu un réflexe droitier, que ce soit à propos du travail syndical, de la nature de la démocratie ou du programme de l'Internationale.

Quel programme pour quelle Internationale ?

Lors de la réunion de décembre 1985 du Conseil général du CIR, Lambert explique sa version de ce processus de construction de partis non-trotskyistes. Après avoir rappelé la construction du MPPT par le PCI, Lambert dit :

« Nous pensions que c'est ainsi, sur cette ligne, que se reconstituera, dans le combat et la discussion, le parti ouvrier de classe indépendant, dont la forme sera ce qu'elle sera parce que personne ne peut l'inventer. Nous savons quels seront ses contours : l'indépendance de classe. Est-ce que le parti ouvrier indépendant aura un programme ? Je n'en sais rien (...) L'Internationale qu'il faudrait en fait construire, c'est la Première Internationale, mais l'histoire est passée. Cela dit, la IVème Internationale intègre le combat

positif de la Première Internationale des partis indépendants de classe, la est la force du programme de la IVème Internationale. »²³

C'est lors de cette même réunion que Lambert a proposé que le CIR commence le processus pour déclarer la QI « refondée » ! Il veut construire une Internationale, mais comme pour les sections nationales, en ce qui concerne le programme, il « n'en sait rien » !

C'est très révélateur de l'opportunisme des lambertistes que, tout en fantasmant sur ce projet à la fois de « refonder » la QI et d'organiser une « Conférence ouverte », ils ne parlent jamais du programme, mis à part, bien entendu, de « la démocratie ».

Depuis décembre 1985, lorsque Lambert soulevé ce projet pour la première fois, l'idée a suscité de grands remous au sein du CIR, le conduisant à la scission lors de la réunion de « partis indépendants » à Caracas sur la dette. Luis Favre et la plupart des sections latino-américaines, avec les britanniques, les canadiens, et d'autres, se sont opposés à la perspective de déclarer la QI « reconstruite ».

Pour ces organisations, chacune d'entre elles étant absorbée dans un travail entrainé « sui generis » (soit dans un PT, réel ou fictif soit dans des partis sociale-démocrates (Canada, Grande-Bretagne), la « refondation » de la QI aurait été assez gênante. Et pourtant, sur le fond, ils n'avaient rien à craindre. Lambert ne changera pas sa ligne politique.

²³ Tribune Internationale, mai 1986, p. 33

LA LUTTE CONTRE LA DETTE

LE « TRIBUNAL INTERNATIONAL contre la dette », organisé par le QI-CIR, s'est tenu à Lima en septembre 1989. La sentence prononcée par la réunion de Lima condamnait la dette et les impérialités, bien sûr. C'est la moindre des choses. Elle va jusqu'à prononcer « l'ANNULATION totale, immédiate et inconditionnelle de la dette extérieure »

Mais entre les mains des lambertistes, même une position correcte devient un moyen de faire une alliance propagandiste avec des forces réformistes ou ouvertement bourgeois qui, même si elles sont prêtes à signer une sentence radicale, ne veulent absolument rien faire contre la dette. Les mots ne coûtent pas cher : les actions, si !

Les têtes d'affiche des nouveaux alliés des lambertistes étaient des faux anti-impérialistes bourgeois tels que l'ex-vice-président équatorien Roldos, ou le dirigeant mexicain bourgeois Cardenas.

Dans leur sillon se trouvaient une flopée d'organisations réformistes ou centristes, qui, avec les dirigeants lambertistes, cherchaient à garder le Tribunal sur les rails de la dénonciation morale, et ne voulaient pas effrayer leurs grands frères nationalistes bourgeois avec le spectre de l'action ouvrière.

Le base de tout front unique doit être « marcher séparément, frapper ensemble ». Cela est aussi vrai d'un front unique anti-impérialiste – tel que la lutte contre la dette – que d'un front unique ouvrier – par exemple, pendant une grève. La réunion de Lima était tout sauf un front unique. La seule action préconisée était « d'agir pour la préparation d'une grève générale à l'échelle du continent sud-américain pour l'annulation de la dette extérieure »

Voilà une formule destinée à cacher l'inaction des réformistes et des nationalistes bourgeois, tout en ayant l'air radical et de gauche ; il n'est pas ici question de demander à tous les signataires qu'ils refusent de payer la dette s'ils arrivent au pouvoir (ce qui est loin d'être impossible pour plusieurs des amis des lambertistes...), ni de proposer aux masses travailleuses une série d'actions ouvrières et paysannes dans chaque pays pour exiger que les gouvernements refusent de payer la dette, et pour lutter contre les effets néfastes de la politique du FMI.

La proposition adoptée est tellement nébuleuse que n'importe quel député réformiste, bien installé dans son fauteuil parlementaire, peut être d'accord, et, en plus, juré de vraiment prendre en charge cette bien vague « préparation » !

Ce procédé, qui est la essence de la politique lambertiste, aboutit à donner des alibis tout près aux réformistes. Au lieu d'être mis au pied du mur par un front unique, les anti-impérialistes de pacotille voient leur prestige renforcé, sans la moindre obligation pratique.

C'est ainsi que, en fin de compte, le « Tribunal » de Lima a servi aux lambertistes de tremplin pour lancer leur nouvelle internationale réformiste. Ils n'ont jamais eu la moindre intention de faire du rassemblement un vrai centre organisationnel d'opposition active contre la dette.

C'est une politique tout à fait différente qu'ont présentée nos camarades de Poder Obrero, section péruvienne de la Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire (LICR).

Ils ont lutté au sein de la réunion lambertiste pour une position centrée sur la mobilisation des masses, pour la rupture avec le FMI, contre tout paiement de la dette, pour une politique clairement anti-impérialiste qui vise l'expropriation des capitalistes, et contre tout gouvernement qui se ferait l'agent des impérialistes.

Malgré leurs prétentions « trotskystes », les lambertistes n'ont jamais songé à expliquer comment seule la destruction du capitalisme pourra finalement libérer les masses de ces pays du fardeau de la dette.

Ce sont nos camarades de Poder Obrero qui ont levé le drapeau de la révolution permanente. Les lambertistes, eux, étaient trop occupés par leurs manœuvres diplomatiques mentales avec les dirigeants réformistes et nationalistes. Que les militants de la QI-CIR réfléchissent sur les priorités de leur organisation internationale !

Et les militants ?

Cette politique a eu bien sur des conséquences sévères pour le moral des militants du PCI. Ils n'ont pas leur mot à dire dans le développement de cette organisation. Car, même si tous les ans, le PCI vit son Congrès, il ne faudrait nullement croire que, malgré d'ailleurs les Bulletins intérieurs qui ne paraissent qu'à cette occasion, les militants participent à l'élaboration de la ligne politique de cette organisation. La ligne est décidée d'en haut, il reste au Congrès à définir les tâches, à l'appliquer au mieux.

La direction du PCI ne doute jamais, et ne permet jamais de douter de sa ligne politique ; et si après le Congrès les résultats ne se font pas venir, la discussion tournera sur la faute des directions intermédiaires (UD, cellules,) qui, bien entendu, dirigent mal, et appliquent mal. Le fardeau est souvent lourd à porter pour les responsables de ces directions intermédiaires, victimes bien souvent d'un terrorisme verbal des responsables-permanents de régions, car la conception de la direction pour l'appareil du PCI ne permet pas le débat politique sur le même pied d'égalité entre tous les militants.

Quant à l'appareil du PCI (permanents responsables de secteurs et des régions, dirigeants du BP et du plenum), il bénéficié d'une large, très large autonomie, se trouve exempt de tout contrôle, et il faut des circonstances exceptionnelles pour que les problèmes causés par cette autonomie éclatent au grand jour.

En avril 1986, les militants du PCI eurent le plaisir d'apprendre que Cambadelis avait pu détruire le fonctionnement démocratique de l'UNEF-ID, falsifier le nombre des adhérents de la fédérale étudiante, etc... et que le parti l'avait faire ; en bas au nom de l'esprit de

Parti, en haut au nom de l'adage, « je ne touche pas à ton secteur si tu ne touches pas au mien »

Les oppositions

Le départ de ceux qui passèrent autrefois pour des théoriciens dans le monde bizarre des lambertistes (Just, Broue, Bloch) a encore affaibli l'emprise idéologique de l'appareil sur les militants. Désespérés, les dirigeants ont répondu de la seule manière qu'ils comprennent : le régime bureaucratique intérieur, digne du stalinisme, a empire. Le débat – toujours rare chez lambertistes – a été presque totalement remplacé par l'intimidation, la censure et l'exclusion. L'échec organisationnel du lambertisme est patent.

Cette politique n'est pas nouvelle. Elle a sa source dans la méthode utilisée et par Lambert et par toute la Quatrième Internationale d'après-guerre. Lambert l'a adaptée de façon particulière à la situation française, et l'a appliquée avec ses alliés, notamment au sein de Force Ouvrière.

Le lambertisme des années 90 n'est que la suite logique de tout ce qui l'a précède. Il existe néanmoins une différence importante entre les dix dernières années et la situation antérieure : le virage droitier du lambertisme s'est accentué, et des oppositions sont apparues au sein du PCI avant d'être rapidement exclues.

Ainsi, peu de temps après la fondation du MPPT, Stéphane Just, l'ex-bras droit de Lambert, s'est retrouvé exclu pour opposition au projet centriste-droitier.

Sur le fond, Just n'avait guère de divergence avec Lambert : il fut même le premier surpris

à la nouvelle de son exclusion. A part quelques critiques (orthodoxie oblige) du MPPT, Just a enterré son organisation dans une sorte de « fraction externe » du PCI qui n'a guère d'appariation publique et n'a strictement rien à proposer, à part le retour à la « belle époque », c'est-à-dire au lambertisme des années 70.

Cambadelis, aujourd'hui député PS, est sorti avec des centaines de jeunes, après le mouvement étudiant de fin 86, dont il était un des dirigeants.

Sa logique droitrière – impeccable, il faut l'admettre – était d'adhérer à un parti réformiste existant au lieu de perdre son temps à essayer d'en créer un autre ! La méthode Lambert portait ses fruits... pourris.

Broué, historien avant tout, s'est trouvé exclu pour avoir eu la stupidité de parler de sa biographie de Trotsky à une réunion de la Nouvelle Action Française. La direction à saute sur le prétexte, et, dans une manœuvre typiquement bureaucratique et agrémentée de mensonges et de ragots, a essayé de limiter la contagion de ses critiques du MPPT en excluant « le extendance FFU Broué-Valois ».

Tousces oppositionnelles ont soulevé la question du « régime » lambertiste, ce qui montre au moins qu'ils ne manquent pas de culot ; il n'y a rien là de nouveau. C'est la même méthode qui avait déjà été utilisée pour exclure Bleibtreu et Lequenne il y a plus de trente ans, c'est le même groupe qui, en 1972, avait faussement accusé Varga d'être un agent double du KGB et de la CIA !

Il faut aller plus loin qu'une dénonciation du fonctionnement bureaucratique du PCI et de la politique droitrière que concrétise le PT. Il faut examiner l'histoire du lambertisme, et rompre avec une tradition qui, dès ses débuts, a été minée par le centrisme. Ceci n'est pas un exercice académique : il a des conséquences directes sur la construction du parti révolutionnaire.

Malgré son déclin évident, pour des centaines de bons militants de base, le PCI représente toujours la politique révolutionnaire. Il faut qu'ils se libèrent de l'entrave centriste du lambertisme, en renouant les liens rompus avec le marxisme révolutionnaire depuis plus de 40 ans.

Des militants déboussolés, des oppositionnels mis à la porte, des effectifs en chute libre, une organisation et une influence internationale qui diminuent chaque année. Voilà le bilan !

On a vu d'autres crises, bien sûr, mais cette fois, l'organisation internationale lambertiste semble gravement malade, peut-être de façon irrémédiable.

Il faut rompre avec cette méthode, il faut rompre avec cette organisation. C'est une tradition pourrie dès son origine. A tous les militants ou ex-militants du PCI et de la QI-CIR qui cherchent à comprendre les errements passés ou présents du PCI, nous disons : discutez avec nous, lisez nos documents, rejoignez-nous !

Le rôle de la politique dans les syndicats

SELON LE PCI, la politique n'a pas sa place dans le syndicat. Cette position remonte aux origines mêmes de la CGT, avec l'adoption de la Charte d'Amiens en octobre 1906.

Cette Charte est l'expression des positions des syndicalistes de l'époque, dont les meilleurs éléments voulaient réellement détruire le capitalisme, mais qui pensaient (par erreur) qu'un syndicat bien fort serait suffisant pour ce faire.

D'autres, précisément les ancêtres de Monsieur Marc Blondel et Cie, n'avaient rien à voir avec la lutte de classe et ne voulaient surtout pas être embêtés par les militants politiques dans l'exercice de leur travail bureaucratique.

Ainsi la Charte dit: « en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndique, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans les syndicats les opinions qu'il professe au-dehors ».

Comme si la politique n'avait rien à voir avec la lutte de classe ! Comme si l'orientation d'un syndicat n'avait rien de politique ! Et c'est cette ligne que les camarades du PCI défendent toujours aujourd'hui !

Il n'y a rien de révolutionnaire dans une telle position. Elle suppose le renoncement à la lutte pour les idées révolutionnaires. Les marxistes ne pourront jamais partager une telle position. Malgré sa reconnaissance que le syndicat doit être un front unique, la Charte contredit explicitement l'idée essentielle de tout front unique – « marchons séparément, frappons ensemble » - c'est-à-dire la nécessaire garantie de la libre expression des travailleurs à l'intérieur du front unique-syndicat, tout en acceptant la nécessité d'agir ensemble.

Mais ce qui est plus grave, c'est de croire comme bon nombre de militants politiques aujourd'hui, que le réflexe syndical – donc « trade-unioniste » - serait soit apolitique, soit, dans une certaine mesure, une politique nécessaire pour le prolétariat.

Sur le fond, il n'y a aucune différence entre cette méthode et celle des réformistes qui travaillent dans les partis politiques ; les uns cherchent à gagner des réformes par la pression syndicale, les autres à travers la pression électorale. Mais la perspective est chaque fois la même : l'amélioration de la condition de la classe ouvrière sous le capitalisme, et non pas la destruction de ce dernier.

Nous sommes loin d'être indifférents à de telles réformes mais cette stratégie ne peut pas mener la classe ouvrière à la victoire. Il ne s'agit nullement d'un délire gauchiste.